cedies

Etudes & Métiers

HUMANITAIRE DEVELOPPEMENT

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

Edition:
2018/2019

Cedies
18-20, montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg

Photos:
Fotolia.com

Clôture de rédaction:
19 septembre 2018

Toute modification postérieure à cette date est annoncée sur le site **www.cedies.lu** et **www.beruffer.anelo.lu**

Dans la présente publication, le masculin est utilisé dans un souci de lisibilité sans volonté de discrimination.

Sommaire

3 L'HUMANITAIRE ET LE DEVELOPPEMENT
Panorama des métiers
5 MEDECIN HUMANITAIRE
6 INFIRMIER(ERE) HUMANITAIRE
7 CHEF DE MISSION HUMANITAIRE
9 ADMINISTRATEUR DE MISSION HUMANITAIRE
10 ENSEIGNANT HUMANITAIRE
11 DEVELOPPEUR (RURAL) HUMANITAIRE
12 LES COLLECTEURS DE FONDS («FUNDRAISERS»)
14 ACCEDER A UN EMPLOI
15 LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT AU LUXEMBOURG
17 L'AGENCE LUXEMBOURGEOISE POUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT
18 LES ORGANISATIONS MULTILATERALES
LES ONG AU LUXEMBOURG
32 ANNEXE
34 SOURCES D'INFORMATION

La série de dossiers
« Etudes & Métiers »

a pour objectif de vous donner les informations de base nécessaires pour vous aider à faire votre choix. De nombreux sites internet y sont référencés. Consultez-les pour obtenir une information détaillée sur les formations, les établissements, les procédures d'inscription et le cadre professionnel.

En matière d'information, soyez vigilants :

- Les informations les plus récentes se trouvent toujours sur le site de l'école ou de l'université !
- Contactez le Cedies pour vous assurer que la formation est reconnue et vous donne droit aux aides financières de l'État pour études supérieures !
- Ne limitez pas votre demande d'inscription à une seule université ou un seul pays !

L'HUMANITAIRE ET LE DEVELOPPEMENT

L'engouement pour l'humanitaire ne se dément pas. Mais la bonne volonté et l'envie d'aider les autres ne suffisent pas. Partir en mission humanitaire-mission d'urgence ou de développement est une affaire de professionnels : médecins, orthoprothésistes, enseignants, mais aussi logisticiens, hydrauliciens, développeurs ruraux...

Ils partent avec un métier déjà en poche, et le plus souvent, avec une expérience professionnelle, pour encadrer et former les équipes locales, soutenir les initiatives, piloter les programmes, rechercher les financements...

Sur le terrain, il faut faire face à des situations souvent difficiles. Il est donc utile d'avoir une expérience de bénévolat dans une association, pour tester sa motivation, avant de s'engager.

Il est également indispensable également, après une ou plusieurs missions, de préparer son retour.

Panorama des métiers

Tous les métiers peuvent trouver un champ d'application dans un pays en voie de développement ou en crise. Selon la situation locale, il faudra des médecins généralistes ou spécialistes, des infirmiers et des sages-femmes, des aménageurs de territoire, des artisans (menuisiers, mécaniciens….), des ingénieurs, des enseignants, des éducateurs, des assistants sociaux….

Pour assurer la coordination, la gestion et le suivi de ces missions, les associations humanitaires ont créé des postes spécifiques à la solidarité internationale:

- logisticiens
- administrateurs
- coordinateurs
- collecteurs de fonds qui contribuent activement sur le terrain ou dans les sièges, au bon déroulement des missions.

Quelques exemples de métiers :

Médecin humanitaire

Généraliste ou spécialiste, le médecin humanitaire a un triple rôle : soigner des populations dans un contexte de crise, mettre en place des programmes de prévention et de développement des soins, former des équipes médicales sur place.

Son travail

Le médecin humanitaire intervient dans différents contextes : soins d'urgence lors de conflits ou de catastrophes, mise en place de services de santé de post-urgence, programmes de santé orientés vers la prévention et l'éducation à la santé.

Le médecin, généraliste ou spécialiste, assure des consultations dans des centres mobiles ou des hôpitaux. En situation de crise, il doit adapter sa pratique à des moyens techniques limités. Dans le cadre d'un programme de développement, le médecin humanitaire évalue les besoins de la population et met en place des actions de prévention : programmes axés sur la tuberculose, les maladies tropicales, le sida, la drogue... Médecin nutritionniste, il peut piloter des projets de prévention de la malnutrition et mettre en place des centres de renutrition. Quel que soit le contexte, il encadre des infirmiers et du personnel local.

Qualités requises

Les missions humanitaires font appel à des médecins généralistes et spécialistes. Les formations en santé publique, épidémiologie, médecine tropicale, maladies infectieuses et médecine d'urgence sont un atout. Les pathologies et les traitements diffèrent souvent des pratiques occidentales.

- Respect de la culture de la population locale et sang-froid
- Résistance physique et nerveuse dans un cadre de travail souvent précaire
- Sociabilité et capacité à s'adapter à un mode de vie peu confortable et en communauté

Infirmier(ière) humanitaire

Organiser les soins, mener une campagne de vaccination, gérer un centre de nutrition, former des soignants locaux... L'infirmier humanitaire assume différentes fonctions selon le programme auquel il participe.

Son travail

Les missions proposées aux infirmiers humanitaires diffèrent d'une organisation non gouvernementale (ONG) à l'autre et selon le pays. Il peut s'agir de soins d'urgence à donner à une population venant de subir une catastrophe naturelle ou un conflit armé. Ou encore de participer à des programmes, plus longs, de vaccination, de renutrition, de prévention...

Collaborateur du médecin ou du chirurgien, l'infirmier assure les soins quotidiens, les vaccinations... Il gère les stocks de médicaments et de matériels. S'il est infirmier anesthésiste, il prépare le patient et participe à sa réanimation.

L'infirmier humanitaire a un rôle important de supervision et de formation. Il planifie la prise en charge médicale et les soins. Très souvent, il encadre et forme des personnels locaux. Il leur délègue une partie des soins tout en transmettant ses pratiques. Il faut parfois enseigner les règles élémentaires d'hygiène et de relations au malade. L'objectif étant de mettre en place un personnel soignant local autonome.

Qualités requises

- Résistance physique et nerveuse et adaptabilité
- Autonomie et solidarité en équipe

Chef de mission humanitaire

C'est le capitaine d'une mission humanitaire. Il suit de près l'évolution de la situation pour orienter au mieux les actions de terrain. En relation constante avec son ONG (organisation non gouvernementale), il détermine la stratégie de la mission, tout en dirigeant une équipe.

Son travail

Sur le terrain, le chef de mission humanitaire analyse la situation sur les plans humanitaire, sécuritaire, politique, économique et social. Il propose des axes stratégiques à son ONG. Faut-il élargir l'action, réaffecter des fonds? On attend de lui qu'il donne les bonnes orientations et pilote au mieux les programmes d'aide. Ce stratège représente son organisation auprès des autorités locales et des partenaires institutionnels (Banque mondiale, FAO...). Meneur d'hommes, le chef de mission encadre le personnel expatrié et local. Il élabore des plans de travail, des outils de suivi de projet. Il doit créer une dynamique entre les interventions des expatriés et les employés locaux. Sans oublier d'assurer la sécurité de tous.

Pour le bon développement de sa mission, ce responsable de projet est parfois amené à démarcher les financeurs. Il devient alors responsable des procédures comptables et du budget annuel de la mission. Il rédige régulièrement des rapports d'activité et de financement à destination du siège et des financeurs.

Qualités requises

Etre expérimenté

Le chef de mission humanitaire peut venir d'horizons divers : ancien administrateur de mission humanitaire, logisticien, médecin, infirmier, ingénieur, hydrogéologue... Point commun de ces métiers : une expérience humanitaire et une compétence en management d'équipe. Le chef de mission maîtrise différentes problématiques : situation géopolitique, contexte interculturel, fonctionnement des financeurs... Pour réussir dans ce poste clé, il faut savoir monter des projets et les négocier auprès des partenaires.

Pouvoir résister aux pressions

En situation de crise, il doit savoir prendre des décisions rapidement. Résistant au stress, le chef de mission est capable d'affronter un contexte de sécurité précaire, des tensions politiques et les pressions qui s'exercent parfois entre partenaires. Doté de qualités relationnelles, ce manager sait souder son équipe et la conduire vers ses objectifs en surmontant toutes les difficultés liées à la mission.

Savoir gérer

Enfin, pour administrer la mission et dialoguer avec les spécialistes et les techniciens de ses équipes, le chef de mission doit enfin posséder des compétences techniques en gestion, comptabilité, logistique et même communication.

L'administrateur de mission humanitaire

C'est sur lui que repose l'équilibre financier d'une mission. Dans l'humanitaire comme ailleurs, l'administrateur tient les cordons de la bourse.

Son travail

L'administrateur est le bras droit financier du chef de mission humanitaire. À lui de préparer les budgets et les plans de trésorerie. Quand une organisation décide de mener une action et que le chef de mission a défini les objectifs concrets, il peut enfin intervenir. Il répartit les fonds sur les différents sites et entre les équipes. Il détermine comment, et à quel rythme, l'argent sera dépensé. Les priorités sont ajustées en accord avec le chef de mission. Comptable de l'urgence, l'administrateur peut gérer des équipes et des budgets importants.
Chaque jour, l'administrateur recrute et gère le personnel sur place, passe les contrats de location d'entrepôts ou de camions, suit les achats de matériels, paie les factures et les salaires. À lui aussi de régler les formalités administratives concernant les professionnels expatriés. L'administrateur tient la comptabilité, enregistre les dépenses et les recettes. Régulièrement, il rédige des rapports financiers à l'intention des contributeurs ou des mécènes et pour le siège de son organisation non gouvernementale (ONG).

Qualités requises

- Etre réactif et rigoureux
- Savoir écouter et agir comme pédagogue pour aider les gens à se prendre en charge eux-mêmes.

L'enseignant humanitaire

Classe d'alphabétisation, enseignement d'une langue, animation d'ateliers professionnels... l'enseignant humanitaire participe à la formation d'enfants ou d'adultes dans des régions particulièrement démunies.

Son travail

De l'alphabétisation d'adolescents à la formation de directeurs d'école, les projets humanitaires dans le domaine de la formation sont très variés.

Une mission humanitaire comprend souvent une part d'enseignement et d'éducation de la population. De même, la formation de maîtres locaux et de conseillers pédagogiques est une étape importante pour pérenniser un projet. L'enseignant peut épauler les professeurs locaux pendant des cours de conversation. Il les aide à mettre au point du matériel et des contenus pédagogiques. Ou encore à définir des cursus scolaires, créer des bibliothèques, des ateliers informatiques... Parfois, il réintègre les enfants dans le système scolaire par le biais d'activités récréatives : jeux, théâtre, chorale, sport...

Qualités requises

Les ONG font appel à des instituteurs ou à des professeurs possédant généralement une certaine expérience professionnelle.

L'enseignant humanitaire ne redoute pas de vivre dans un isolement relatif. Dans certains pays, la barrière de la langue est totale. Dès lors il est souhaitable d'apprendre au moins la langue locale afin de s'intégrer à la culture des élèves.

Le développeur (rural) humanitaire

Le développeur (rural) humanitaire conseille les populations vulnérables dans les pays en développement. Son objectif : les conduire vers l'autosuffisance alimentaire dans une perspective de développement durable.

Son travail

Relancer l'économie

Après une catastrophe ou un conflit, l'économie d'une région ou d'un pays est endommagée ou anéantie. Les ONG (organisations non gouvernementales) mettent alors en oeuvre des programmes d'urgence et de développement. En fonction de sa spécialité de base, le développeur rural humanitaire étudie l'impact des projets à long terme pour relancer la production et la commercialisation.

Conseil agricole

Le développeur rural humanitaire établit un diagnostic détaillé de la situation : besoins des populations, productions, marchés... Il élabore ensuite une stratégie de développement. Selon le contexte, il applique différents moyens: programmes d'introduction et de multiplication de semences, développement de parcelles maraîchères, création de poulaillers collectifs ou de petits élevages, installation de fermes de pisciculture, amélioration de l'irrigation, etc.

Développement durable

Conduire les populations vers l'autosuffisance alimentaire ne suffit pas. Le développeur rural doit pérenniser l'action en créant des coopératives communautaires, en développant des marchés locaux et des micro-financements... Cela passe également par la formation de cultivateurs et d'éleveurs locaux.

Qualités requises

- être pédagogue
- savoir gérer son temps et son budget
- savoir s'adapter

Les collecteurs de fonds (« fundraisers »)

En organisant les campagnes de dons, le collecteur de fonds fait rentrer l'argent nécessaire à une opération de solidarité. Place aux spécialistes de la gestion des bases de données et du marketing direct.

Son travail

Le collecteur de fonds recherche en permanence de nouveaux donateurs qu'il doit ensuite fidéliser. Son travail de prospection et de suivi repose sur une base de contacts ou base de données. C'est lui qui constitue les fichiers des donateurs, les analyse et les enrichit constamment. À l'aide de méthodes spécifiques, il détermine le profil des donateurs et peut ainsi personnaliser ses demandes.

Définir la stratégie de communication

Pour mobiliser des donateurs, le collecteur de fonds définit une stratégie en accord avec sa direction. Il élabore les budgets, rédige les appels aux dons adressés aux particuliers ou aux entreprises par différentes voies : courrier, téléphone, e-mailing, relation directe, événementiel, etc. Le collecteur de fonds peut aussi solliciter la générosité publique en organisant des manifestations culturelles, des galas de variétés, des pièces de théâtre, des collectes dans la rue…

Rendre des comptes

Par souci de transparence, il rend des comptes et répond aux questions des donateurs sur l'utilisation des fonds : investissement sur le terrain, fonctionnement de l'association... Autant de renseignements qu'il obtient auprès des responsables de programmes et de la direction financière.

Qualités requises

- Bonne culture en marketing
- Bonnes capacités rédactionnelles et langagières
- Honnêteté de rigueur
- Générosité et altruisme

Une expérience associative ainsi qu'un intérêt pour les questions humanitaires sont indispensables.

Accéder à un emploi dans le secteur de l'aide humanitaire et du développement

Les ONG-Organisations non-gouvernementales n'ont pas le monopole de la solidarité internationale. Sur le terrain, présents physiquement ou par leur financement, les Etats (p.ex. le Ministère luxembourgeois des affaires étrangères), l'Union Européenne (Direction générale de la coopération et du développement), l'ONU (avec plusieurs agences humanitaires comme l'UNRRA-Administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction; le HCR-Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés; l'OMS-Organisation mondiale de la santé; l'UNESCO-Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture; l'UNICEF-Fonds des Nations unies pour l'enfance; le BIT-Bureau international du travail) ; la FAO-Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture…

Le HCR agit enfin conjointement avec le PNUD Programme des Nations unies pour le développement.

Signalons par ailleurs des organisations comme la Croix-Rouge, MSF-Médecins sans frontières, Handicap international, Pharmaciens sans frontières, Vétérinaires sans frontières.

Il existe aussi des organisations confessionnelles qui travaillent dans le domaine de la coopération et de l'aide humanitaire.

La coopération au développement au Luxembourg

La coopération au développement au Luxembourg est organisé et géré par le Ministère des affaires étrangères (Direction la coopération au développement et de l'action humaintaire) et l'Agence luxembourgeoise de la coopération au développement.

La coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux - avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Actions

Ces actions s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent-ils du domaine social: la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles et le développement local intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel.

Zone géographique

D'un point de vue géographique, la Coopération luxembourgeoise poursuit, par souci d'efficacité et d'impact, une politique d'intervention ciblée dans un nombre restreint de pays partenaires. Cinq des neuf pays partenaires se situent en Afrique subsaharienne. La coopération avec ces pays se distingue par un sens aigu du partenariat avec les autorités et les collectivités. Cet esprit de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point de programmes pluriannuels

de coopération, les PIC (programmes indicatifs de coopération). La concentration géographique de la Coopération luxembourgeoise prend en compte l'indice du développement humain du PNUD ainsi que des considérations relatives à l'approche régionale et aux situations de fragilité.

Aide publique au développement

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des cinq pays industrialisés qui consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut à la coopération au développement. Depuis 2009, l'APD atteint 1 % du RNB. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de l'appui aux programmes et de la coopération avec les ONG de développement.

L'aide publique au développement du Luxembourg comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire qui permet de répondre primordialement sous forme d'aide d'urgence en cas de catastrophes humanitaires, catastrophes naturelles ou conflits violents. L'action humanitaire intègre également un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition », entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement.

L'Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement

Lux-Development est l'agence luxembourgeoise pour la coopération au développement et est à disposition de l'Etat luxembourgeois et d'autres donateurs pour formuler et mettre en oeuvre des projets de coopération au développement avec les partenaires respectifs dans les pays en développement.

LuxDev travaille dans 14 pays répartis sur quatre continents. L'essentiel de ses activités est concentré sur les neuf pays partenaires de la coopération luxembourgeoise, définis par le gouvernement du Grand-Duché. A part en Afrique (Cap-Vert, Burkina Faso, Mali, Niger et le Sénégal) ces pays sont situés au Nicaragua et au Salvador en Amérique latine ainsi qu'au Laos et Vietnam en Asie du Sud-Est.

Pour chacun des pays partenaires un Programme indicatif de Coopération (PIC) est adopté par les gouvernements du Luxembourg et du pays partenaire.

Le PIC constitue un programme pluriannuel qui définit les grands axes de coopération (secteurs, zones géographiques, modalités d'intervention) et le budget pluriannuel indicatif réservé au programme. Il traduit l'engagement à long terme qui lie la Coopération luxembourgeoise à ces pays. Dans chaque pays partenaire, l'Agence est représentée par un bureau régional qui partage ses locaux avec les missions diplomatiques officielles du Luxembourg.

A côté des pays partenaires privilégiés, la Coopération luxembourgeoise a des relations avec d'autres pays en Europe du Sud-Est (Monténégro et Kosovo) et en Asie (Mongolie et Myanmar).

Renseignements:
http://www.lux-development.lu

Les organisations multilatérales

Nombreuses sont les organisations avec lesquelles la coopération luxembourgeoise entretient des relations de travail, soit en leur fournissant un appui financier global, soit en participant au financement de projets spécifiques mis en oeuvre sous leur responsabilité.

Les ONG au Luxembourg

Les quelque 84 ONG de développement agréées par le Ministère des Affaires étrangères font appel à son appui financier pour des actions de sensibilisation (participation aux frais), des projets de coopération classiques (cofinancement) ou des programmes pluriannuels de coopération (accord-cadre). La plupart de ces ONG ont leur propre présence sur internet (www.mae.lu).

Les ONG du Luxembourg déploient leurs activités en Afrique, Asie, en Amérique latine, en Europe de l'Est et au Luxembourg.

Elles réalisent leur travail directement sur le terrain, grâce à leurs partenaires du Tiers Monde et indépendamment des pouvoirs politiques en place. Une douzaine d'entre elles s'investissent aussi dans l'éducation au développement, c'est-à-dire la sensibilisation de l'opinion publique et l'éducation de groupes cibles aux relations d'interdépendance Nord-Sud.

Renseignements:
Cercle de Coopération
http://cercle.lu/organisation/

Service volontaire de coopération ou comment s'engager en tant que jeune dans la coopération au développement ?

Depuis février 2009, le service volontaire des jeunes, administré par le Service national de la jeunesse (SNJ), a été enrichi d'un nouveau service volontaire de coopération (SVC).

Ce programme s'adresse aux jeunes de 18 à 30 ans désireux de partir dans un pays au développement pour une

durée entre trois mois et une année, dans le cadre d'un projet d'une ONG de développement luxembourgeoise.

Le volontariat demande un intérêt et un engagement soutenu de la part des jeunes participants. Ces derniers seront encadrés par le Cercle des ONG du Luxembourg, plateforme nationale du Luxembourg pour les organisations de la société civile actives dans la coopération, mais devront eux-mêmes identifier une ONG et formuler leur propre projet de volontariat.

Le statut de volontaire comporte des avantages importants pour les jeunes, parmi lesquels on compte une indemnité de subsistance, l'affiliation aux assurances sociales et le droit aux allocations familiales.

Informations:
www.snj.lu

Formations

Remarque générale

Il existe peu de diplômes spécifiques dans le domaine du développement et de l'action humanitaire. Des formations sont généralement offertes au niveau Master ou encore comme compléments de formation en 3e cycle universitaire.

Il faut néanmoins toujours garder à l'esprit que l'expérience professionnelle joue un rôle très important et qu'elle peut faire la différence au moment du recrutement.

EN ALLEMAGNE

Studienrichtungen :
DEVELOPMENT STUDIES, DEVELOPMENT MANAGEMENT, HUMANITÄRE HILFE

Studienabschluss:
Master

Regelstudienzeit:
Master: 4 Semester Das Studium baut auf einem vorherigen Bachelor-Abschluss (3 Studienjahre) auf.

Zugangsvoraussetzungen :
Bachelor-Abschluss, eventuell Zulassungsbeschränkungen

Einschreibebedingungen:
Antrag auf Zulassung normalerweise direkt an die Universität stellen.

Studienanstalten:
www.studienwahl.de

- **International Development studies**
  HTW Berlin, Bayreuth U, Erlangen U, Göttingen U., Marburg U., Passau U.
- **Humanitäre Hilfe:**
  Bochum U.
- **Tropical and international Forestry:**
  Göttingen U.
- **International Studies in Aquatic Tropical Ecology**
  Bremen U.
- **Agricultural Science and Resource Management in the Tropics and Subtropics:**
  Bonn U.
- **Agricultural Sciences in the Tropics and Subtropics:**
  Stuttgart U.

Studieninhalt:

Vorweg sei bemerkt dass die meisten der Studienrichtung ganz oder teilweise in Englisch durchgeführt werden. Hier einige Studienbeispiele:

Humanitäre Hilfe (Universität Bochum)

Es handelt sich bei dem Masterstudiengang im Fach Humanitäre Hilfe um einen Joint European Master's Degree handelt, der eine exzellente universitätsübergreifende und interdisziplinäre akademische Ausbildung für Personen bereitstellt, die im Bereich der humanitären Hilfe arbeiten oder zu arbeiten beabsichtigen. Der Studiengang vereint wissenschaftlich fundierte theoretische Kenntnisse mit dem Erwerb praktischer Fachkompetenzen und stützt sich hierbei auf das international renommierte Network on Humanitarian Action (NOHA), das von zehn europäischen Universitäten getragen wird.

Er bietet eine Vertiefung an in den Bereichen

- Management in der humanitären Hilfe
- Humanitäres Völkerrecht
- Internationale Beziehungen in der humanitären Hilfe
- Public Health/Medizin in der humanitären Hilfe
- Anthropologie in der humanitären Hilfe
- Internationale Institutionen in humanitären Notsituationen

International Development (Universität Marburg)

Der Master-Studiengang «MA International Development Studies» beschäftigt sich mit den Ursachen, Auswirkungen und Rahmenbedingungen von wirtschaftlicher, gesellschaftlicher und politischer Entwicklung, wobei der inhaltliche Schwerpunkt in der Wechselwirkung von Institutionen und Entwicklungsprozessen im regionalen und internationalen Kontext liegt.
Methodisch bedient sich der eher forschungsorientierte Studiengang des Ansatzes der komparativen Institutionenanalyse. Hohe methodische Kompetenz kombiniert mit einer fundierten Vermittlung von wirtschaftswissenschaftlichen und sozialwissenschaftlichen Theorien soll die Absolventinnen und Absolventen für Tätigkeiten in und für Entwicklungs- und Transformationsländer befähigen und durch inter- und multidisziplinärer Module darauf vorbereiten, konkrete Probleme in Bereichen wie z.B. der Entwicklungszusammenarbeit, bei internationalen Wirtschaftsunternehmen, im Non-Profit-Sektor oder in der Wissenschaft strukturiert und methodisch zu bewältigen.

Deutsches Institut für Entwicklungshilfe (D.I.E)
https://www.die-gdi.de/ausbildung/postgraduierten-programm/

Das neunmonatige Postgraduierten-Programm des Deutschen Instituts für Entwicklungspolitik (D.I.E.) bereitet jedes Jahr 20 deutsche und europäische Hochschulabsolventen auf den Berufseinstieg in der internationalen Entwicklungszusammenarbeit vor.
Die Teilnehmenden setzen sich mit den praktischen Herausforderungen nachhaltiger Entwicklung in einer globalisierten Welt auseinander.
Kernstück der Ausbildung ist ein beratungsorientiertes Forschungsprojekt in einem Entwicklungs- oder Transformationsland: In interdisziplinären Kleingruppen (Länderarbeitsgruppen) konzipieren die Teilnehmenden eine Studie, forschen 11 Wochen vor Ort und werten die Ergebnisse anschließend aus.
Schließlich werden die Teilnehmenden im Hinblick auf ihren Berufseinstieg intensiv durch das D.I.E. beraten und bei Bewerbungen unterstützt.

EN AUTRICHE

Studienrichtung :
INTERNATIONALE ENTWICKLUNG

Studienabschlüsse :
Master

Regelstudienzeit:
Master: 4 Semester
Das Studium baut auf einem vorherigen Bachelor-Abschluss (3 Studienjahre) auf.

Zugangsvoraussetzungen :
Bachelor-Abschluss

Einschreibebedingungen:
Antrag auf Zulassung normalerweise direkt an die Universität stellen.

Studienanstalt:
Universität Wien
www.univie.ac.at

Studieninhalt:

Internationale Entwicklung thematisiert u.a. Ursachen und Wesen der Phänomene Entwicklung und Unterentwicklung, Entwicklungstheorien und -strategien, die Beziehungen zwischen Nord und Süd und ihre Geschichte sowie die Praxis der Entwicklungs-zusammenarbeit. Das Studium soll dazu anleiten, entwicklungsrelevante Gegenstands-bereiche als Ausdruck globaler Interdependenzen und Asymmetrien zu begreifen, aus einer transdisziplinären Perspektive zu analysieren und handlungsrelevantes Wissen zu generieren. Insbesondere präsentiert und untersucht das Studium unterschiedliche Strategien, globale wie auch innergesellschaftliche Ungleichheit zu reduzieren. Ein wesentliches Anliegen des Studiums besteht darin, eurozentrische Verengungen des Blickfeldes zu überwinden. Die Berufsfelder liegen u.a. im Bereich internationaler staatlicher und nichtstaatlicher Organisationen, in international operierenden Unternehmen sowie im Bildungs- und Medienbereich.

EN BELGIQUE

Intitulé des formations:

Master:
- Sciences de la population et du développement
- Economie internationale et développement
- Gestion des ressources animales et végétales en milieux tropicaux
- Sciences et gestion de l'environnement dans les pays en développement
- Sciences politiques, orientation relations internationales, finalité « Action humanitaire»
- Protection des cultures tropicales et subtropicales

Bachelier:
- Coopération internationale

Diplômes délivrés:
Bachelier, Master

Durée des études:
3 + 2 ans

Conditions d'admission:
En Bachelier : diplôme de fin d'études secondaires + équivalence du diplôme délivrée par la Communauté française.
Délai de la demande : 15 juillet

Procédure d'inscription:
En Bachelier : prendre contact avec la Haute Ecole
Délais : de **fin juin à fin octobre**

Institutions :

www.enseignement.be

Bachelier :
- ***Haute Ecole de la Province de Namur (HEPN) :***
  http://www.hepn.be/bachelier_en_cooperation_internationale
- ***Haute Ecole Libre Mosane (HELMo)***
  https://www.helmo.be/Formations/Economique/Bachelier-en-Cooperation-internationale/Formation.aspx

  En promotion sociale :
  https://www.poleacabruxelles.be/formations/cooperation-internationale/

Master :
- ***Université Libre de Bruxelles – ULB***
  www.ulb.ac.be
- ***Université de Liège – ULg***
  www.uliege.be
- ***Université Catholique de Louvain – UCL***
  www.ulouvain.be

Informations complémentaires:
www.enseignement.be
www.mesetudes.be

Contenu des études:

A titre d'exemple :

Master en sciences de la population et du développement

Ce master est un programme interdisciplinaire qui étudie l'évolution, dans le temps et dans l'espace, des relations entre population et développement. Il intègre des disciplines complémentaires comme l'anthropologie, la démographie, l'économie, les sciences politiques, la sociologie ou l'histoire.

Des « finalités » spécifiques sont offertes suivant les universités: p.ex développement ou coopération Nord-Sud à l'UCL.

Le programme de ce master a pour ambition d'amener les diplômés à une réflexion critique et indépendante pouvant s'appliquer aux politiques de développement et à la pratique de la coopération internationale. La formation est à la fois théorique et pratique : un stage réalisé le plus souvent à l'étranger, permet aux étudiants d'être confrontés directement et concrètement aux réalités du terrain.

L'Institut de médecine tropicale (IMT) à Anvers
www.itg.be

L'Institut offre des formations en doctorat, des masters spécialisés, des post graduats et des formations courtes spécialisées dans le cadre de l'apprentissage continu.
Certaines formations sont proposées aussi sous forme de e-learning:
enseignement à distance via Internet.

Au niveau du master, les spécialisations suivantes sont offertes :

- **Master (MSc) in Public Health - International Health**
- **Master (MSc) in Public Health - Health Systems Management and Policy**
- **Master (MSc) in Public Health - Disease Control**
- **Master (MSc) in Tropical Animal Health**

EN FRANCE

A l'université, les formations spécifiques à l'action humanitaire et au développement sont surtout proposées au niveau du 3e cycle dans le cadre de masters professionnels ou masters de recherche.

Intitulé de la formation:

Diplômes délivrés:
- Master académique
- Master de recherche

Durée des études:
2 ans (après un premier diplôme universitaire de niveau bac+3)

Institutions :

Les universités françaises offrent un certain nombre de masters dans le domaine de l'aide en développement et dans celui de l'aide humanitaire.
voir *www.campusfrance.org*

Les étudiants en médecine ou pharmacie qui souhaitent partir en mission humanitaire peuvent préparer un DU-Diplôme d'université, un DIU-Diplôme interuniversitaire ou un DESU-Diplôme d'études supérieures universitaires.

Citons à titre d'exemple :

- ***DESU médecine et santé tropicale:*** Paris VII
- ***DIU neurologie tropicale:*** Limoges, Toulouse III
- ***DU santé humanitaire:*** Aix-Marseille

Informations
www.campusfrance.org

A côté des formations en université,

il existe des cours de formations dans des institutions spécialisées s'adressant soit à des étudiants (à l'issue de leurs études) et/ou après une expérience professionnelle.

- le CIEDEL (Centre international d'études sur le développement local) de l'Université Catholique de Lyon, *www.ciedel.org* organise en 12 mois un diplôme d'ingénierie du développement local.
- BIOFORCE (*www.bioforce.asso.fr*) offre aussi des formations spécifiques dans le domaine de la coopération et de l'aide au développement.

Renseignements complémentaires
www.onisep.fr

AU LUXEMBOURG

Actuellement aucune formation dans ce domaine n'est offerte au Luxembourg.

AU ROYAUME-UNI

There are several universities in Britain offering undergraduate as well as postgraduate courses in the area of development studies or Third World studies.

Subject:
INTERNATIONAL DEVELOPMENT, TROPICAL SCIENCES

Degrees awarded :
Bachelor of Arts/Science
Master of Arts/Science

Duration of studies:
Undergraduate studies leading to a Bachelor's degree take usually 3-4 years (depending on the university and the programme).

Postgraduate studies leading to a Master's degree require 1-2 years of study (also depending on the institution and the programme).

Entry requirements:
secondary school leaving diploma/ bachelor's degree (depending on your basic qualification) + good scholastic or academic achievements +Test of English

Programmes:
Programmes vary from one university to another. So it is useful to check the study programmes of the different universities before applying!

Institutions:
www.ucas.com
www.postgrad.com

Contents:

University of Leeds, BA International Development

BA International Development examines political, economic, and socio-cultural transformations in the Global South and interrogates the dynamics, challenges and opportunities confronting societies in the Global South.

The student will be introduced to debates and controversies at the centre of contemporary development challenges: markets, inequality, labour struggles, agrarian transformation, food sovereignty, gender, health, education, democratisation, human rights, conflict, violence and crime.

The course analyses both the theories and realities of development, and thereby looks at pertinent development approaches, practices and discourses. We review key development strategies, policies, and programmes, including the operations of organisations and donors that promote development, and assess the progress that the various development actors have made with regard to achieving key international development goals.

Students will, for instance, explore the work of actors such as local, national and international NGOs, the UN, the World Bank and the IMF, national and local governments and others that are part of the international development architecture.

Throughout the course, analytical attention will be given to the inter-relationships between global, national and local actors in contested strategies for development, as well as the changing forms of North-South and South-South relationships and their development implications.
There are specialist modules in many aspects of development, and the opportunity to gain in-depth insights into a wide variety of case studies from multiple regions.

BA International Development also offers the opportunity to study for a semester abroad in Ghana, Turkey or Hong Kong.

AUX PAYS-BAS

Subject:
INTERNATIONAL DEVELOPMENT, GLOBALIZATION, ANTHROPOLOGY AND DEVELOPMENT STUDIES

Degrees awarded :
Bachelor, Master

Duration of studies:
4 years (Bachelor) and 2 years for a Master's degree

Entry requirements:
secondary school leaving diploma (for the Bachelor) and a Bachelor's degree (for studies at Master level) + test of English

Application procedure:
apply before **1st May**

Institutions:
www.ucas.com
www.postgrad.com

Institutions:

- ***VHL University of Applied Sciences:***
  Bachelor in International Development Management, *www.hogeschoolvhl.nl*
- ***Radboud University Nijmegen:***
  Master in Anthropology and Development Studies
- ***International Institute of Social Studies of Erasmus University Rotterdam (ISS):***
  Master in Development Studies major in Agrarian, Food and Environmental Studies
- ***International Institute of Social Studies of Erasmus University Rotterdam (ISS):***
  Master in Development Studies major in Social Policy for Development
- ***Maastricht University:***
  Master in Globalisation and Development Studies
- ***University of Amsterdam and University of Utrecht:***
  Master in International Development Studies
- ***Wageningen University:***
  Master in International Development Studies

Information:
www.studyfinder.nl

Contents:

Maastricht University

www.maastrichtuniversity.nl

The Master of Arts in Globalization and Development studies prepares students for academic and professional careers in the field of globalization and development.

In the core courses of the first semester the programme will intensively study subjects of Globalisation and Development. In addition to that, students will take electives either from the core programme or from other relevant programmes at the Faculty of Arts and Social Sciences or other Maastricht University faculties or schools. In the second semester, students will either do an internship, a desk study or fieldwork and prepare, write and present an academic report, a research paper or thesis.

Course objectives

The programme focuses on how globalization trends are affecting and interconnecting different areas of the globe while marginalizing others and how they produce diverse 'local' responses. While acknowledging the role of state and market in processes of globalization and development, its emphasis is on social forces and agency by focusing on processes of globalization 'from the ground up', as they are experienced in everyday lives.

EN SUISSE

Intitulé de la formation:
MASTER EN ETUDES DU DEVELOPPEMENT

Diplômes délivrés:
Master

Durée des études:
4 semestres (Master) après un premier cycle de base (Bachelor-3 années)

Condition d'admission:
diplôme de bachelor en droit, économie, sciences humaines…, sélection sur dossier

Procédure d'inscription:
faire la demande d'admission pour le **15 janvier**.
Dépôt du dossier complet: **30 avril**

Institution:

Université de Genève-Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)
www.unige.ch

Contenu des études

Le Master en études du développement (MDev) est un master interdisciplinaire spécialisé. Il propose une approche interdisciplinaire ciblée sur les politiques et pratiques du développement.

Les étudiants acquièrent des connaissances et une expertise approfondies sur les relations Nord-Sud et les questions de développement mondial. Le plan d'étude traite notamment de points suivants :

- changement climatique et dégradation de l'environnement
- ressources naturelles et approvisionnement énergétique
- sécurité et conflits armés
- migrations mondiales
- mondialisation
- pauvreté et inégalités
- santé publique
- flux commerciaux et financiers liés au développement.

Le Master est destiné aux étudiants souhaitant bénéficier d'une formation tournée vers la pratique professionnelle dans les métiers du développement.

est un établissement de recherche et d'enseignement supérieur spécialisé dans l'étude des affaires mondiales, privilégiant un point de vue à l'intersection des relations internationales et des questions du développement.

Il souhaite promouvoir la coopération internationale et apporter une contribution au développement de sociétés moins favorisées. En tissant des relations privilégiées avec les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales et les sociétés multinationales, l'Institut participe aux discussions sur les défis globaux et prépare les futurs décideurs à diriger le monde de demain.

Contenu des études

Le master est le deuxième cursus de la formation de base universitaire, après le bachelor. L'obtention du Master en études du développement requiert l'acquisition de 120 crédits ECTS, qui correspondent à 4 semestres d'études.

L'étudiant choisit un axe prioritaire d'études :

- ***axe 1 :***
  développement humain et social (Human and Social Development)
- ***axe 2 :***
  conflits et développement (Conflict and Development)
- ***axe 3 :***
  développement et soutenabilité (Development and Sustainability).

Le plan d'études du Master comprend des enseignements obilgatoires et des enseignements optionnels qui totalisent ensemble 90 crédits ECTS. Les cours optionnels peuvent être étalés sur les quatre semestres, mais il est conseillé de les valider dans les trois premiers semestres.

Au troisième semestre, l'étudiant est encouragé à réaliser un stage au sein d'une organisation internationale ou d'une organisation non-gouvernementale à Genève ou une recherche de terrain dans un pays du Sud, en bénéficiant de l'appui de l'Institut.

Le quatrième semestre est essentiellement consacré au travail de master.

Formation continue à l'Université de Genève:

- **Master of Advanced Studies en action humanitaire**
- **Diploma of Advanced Studies: Humanitarian action**

Sources d'information

Organismes publics et associations

AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique)
www.iaea.org

Banque mondiale
www.banquemondiale.org

Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)
www.oecd.org/fr

CICR (Comité international de la Croix-Rouge)
www.icrc.org/fr

CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)
http://unctad.org/fr/

Commission européenne-Direction générale pour la coopération et le développement)
http://europa.eu/pol/pdf/flipbook/fr/development_cooperation_fr.pdf

FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture)
www.fao.org/home

FENU (Fonds d'équipement des Nations Unies) / UNCDF (United Nations Capital Development Fund)
www.uncdf.org

OIM (Organisation internationale pour les migrations)
www.iom.int

OMS (Organisation Mondiale de la Santé)
www.who.int/

ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel)
www.unido.org

ONUSIDA (Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/SIDA)
www.unaids.org

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)
www.undp.org/

PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement)
www.unep.org

UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)
http://fr.unesco.org

UNFPA (Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population)
www.unfpa.org

UNHCR (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés)
www.unhcr.org

UNICEF (Fonds des Nations Unies de secours d'urgence à l'enfance)
www.unicef.org

UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour la femme)
www.unwomen.org

UNRWA (Office des secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient)
www.unrwa.org

Sites d'informations sur les études et les métiers

Allemagne
www.studienwahl.de

Autriche
www.studienwahl.at

Belgique
www.siep.be
www.mesetudes.be

France
www.onisep.fr
www.campusfrance.org

Royaume-Uni
www.ucas.com

Suisse
www.orientation.ch

Pays-Bas
www.studyfinder.nl

LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

cedies

Centre de Documentation
et d'Information sur
l'Enseignement Supérieur
18-20, montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg
Tél.: 247-88650
Fax: 26 19 01 04
e-mail: etudes@mesr.etat.lu • aide-fi@mesr.etat.lu
www.cedies.lu
www.beruffer.anelo.lu

Find us on: facebook

Edition 2018/2019